



**PRÉFET  
DE LA SOMME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement des  
Hauts-de-France**

Unité départementale de la Somme  
Pôle Jules Verne  
12, rue du Maître du monde  
80440 Glisy

Glisy, le 12/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CALIPSO**

86 boulevard de la République  
BP 70015  
80100 Abbeville

Références : 2024-E30072  
Code AIOT : 0005102421

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/04/2024 dans l'établissement CALIPSO implanté rue Jean Jaurès 80140 Oisemont. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CALIPSO
- rue Jean Jaurès 80140 Oisemont
- Code AIOT : 0005102421
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SCA de Céréales de la Région d'Oisemont, située à OISEMONT (80), a été autorisée par

arrêtés préfectoraux du 23 juin 1987 et du 19 février 2003 à exploiter un stockage de céréales et un dépôt d'engrais solides en vrac relevant du régime d'autorisation et un dépôt de produits agropharmaceutiques. Suite à des fusions successives dans les coopératives agricoles du secteur, ce site est désormais exploité par la coopérative agricole CALIPSO.

Le site est également encadré par :

- l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2014 pris pour encadrer les activités du site à la suite de la mise à jour de l'étude de dangers,
- l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2020 qui prescrit la mise à jour de la situation administrative de l'établissement.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le jour de l'inspection, lors de la visite de site, une porte d'accès au fond d'une cellule du silo Ringot était ouverte. L'exploitant a été interpellé sur le sujet : il a indiqué que la porte était ouverte pour procéder à un nettoyage de la cellule. Or, aucun nettoyage n'était en cours. Sur demande de l'Inspection, l'exploitant a refermé la porte. L'exploitant a été sensibilisé sur les risques pouvant être engendrés (explosion) par le fait de laisser cette porte ouverte.

Suite à ce constat, des échanges ont eu lieu sur le nettoyage, l'existence de ces portes d'accès aux cellules, situées en partie basse du silo.

Par courriel du 10/04/2024, l'exploitant a transmis une note de service datée du 10/04/2024 sur la fermeture des portes de silos. Cette note rappelle un des principaux risques associés aux silos (explosion) et précise que les portes des cellules doivent ainsi être systématiquement fermées quelle que soit l'activité. Seul le nettoyage d'une cellule instantanée autorise l'ouverture de la porte, celle-ci devant impérativement être refermée à chaque fin de poste avec les verrouillages en place (taquets, boulons...). L'exploitant a indiqué que cette note de service a été envoyée aux équipes d'exploitation.

Par courriel du 19/04/2024, l'exploitant a précisé que les portes présentes en partie basse du silo sont d'origine (documents datant de 1984) et qu'elles permettent de pénétrer dans les cellules pour faciliter le racleage.

Par courriel du 24/05/2024, l'exploitant a mentionné que :

- l'aspirateur, utilisé pour le nettoyage, n'est en lui-même, pas utilisé dans les zones ATEX ; il reste en extérieur, seuls les tuyaux antistatiques et les colonnes d'aspirateur fixes permettent le nettoyage de ces zones ; le nettoyage des silos ne se fait qu'à l'arrêt total des installations (notamment lors de l'utilisation exceptionnelle du balai, en cas d'impossibilité d'utiliser l'aspirateur) ;
- la procédure de nettoyage a été mise à jour , en insistant sur l'obligation de la fermeture et le verrouillage des portes des bâtiments après le nettoyage (document transmis);
- en parallèle, une note de service a été envoyée par mail à tous les dépôts (y compris au site de Oisemont) : celle-ci stipule de manière plus étendue que « les portes des cellules doivent ainsi être systématiquement fermées quelle que soit l'activité. Seul le nettoyage d'une cellule instantanée autorise l'ouverture de la porte, celle-ci devant impérativement être refermée à chaque fin de poste avec les verrouillages en place... » (document transmis par courriel du 10/04/2024).

L'ensemble de ces éléments permet de ne pas proposer de suites à l'encontre de l'exploitant.

**Observation** : L'exploitant veillera à s'assurer du respect de ces consignes.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Découplages	AP de Mise en Demeure du	Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		26/11/2021, article 3	
2	Installations électriques	AP de Mise en Demeure du 09/09/2022, article 2	Levée de mise en demeure
3	Modifications	Arrêté Préfectoral du 23/06/1987, article 3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place les dernières actions permettant de se mettre en conformité.  
Ainsi, il est proposé à M. le Préfet de lever les mises en demeure du 26/11/2021 et 09/09/2022.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Découplages

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 26/11/2021, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Résistances des découplages
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, la société CALIPSO est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 9.B3 de l'arrêté préfectoral du 02/07/2014, en justifiant de la résistance des découplages n°2 et 3, et de la résistance de l'ensemble des portes présentes dans tous les découplages. Les documents justificatifs sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier du 2/06/2023, l'exploitant a transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les factures de la réalisation des travaux : <ul style="list-style-type: none"> <li>→pour la porte de découplage n°4 - Fosse d'élévateurs Silo Ringot / Galerie de reprise Silo Ringot (Réf 13224-CLAC5A - Facture FC-2017-0098)</li> <li>→pour la porte de découplage n°6 - Accès à la galerie de reprise des cellules privées / RDC du silo (Réf 13224-CLAC7A - Facture FC-2017-0012)</li> </ul> </li> <li>- un courrier de l'entreprise CERESIL du 30/03/2023 qui atteste avoir réalisé les travaux des portes de découplage selon les plans fournis par le cabinet CERES solutions et les notes de calculs associées (CLAC5A et CLAC7A)</li> <li>- concernant le mur métallique qui entoure la porte du système de découplage n°3, la facture ainsi la déclaration sur l'honneur de réalisation des travaux conformément aux notes de calcul CERES SOLUTIONS (porte de découplage n°3 - Tour de travail Silo Ringot / Galerie d'ensilage Silo Ringot (Réf : 13224-CLAC3A - Courrier de CERESIL du 30/03/2023 et Facture FC/2015/0029).</li> </ul> <p>Les constats de l'inspection du 21/02/2023 et de la présente inspection permettent de lever la prescription de l'article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26/11/2021.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

Dans le cadre du porter à connaissance déposé par l'exploitant concernant la modernisation de son site, celui complètera son dossier par une proposition d'actualisation de son arrêté préfectoral en vigueur, notamment concernant les systèmes de découplages présents sur les édifices démolis.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

## N° 2 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 09/09/2022, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, vérification des installations électriques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, la société CALIPSO est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 9.C de l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2014 susvisé. Le rapport de contrôle de l'ensemble des installations électriques présentes sur le site et son Q18 sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier du 02/06/2023, l'exploitant a indiqué avoir fait réaliser le nettoyage du transformateur le 12 avril 2023 par la société ACTEMIUM, une consignation ayant été réalisée au préalable par ENEDIS afin d'intervenir en toute sécurité. Il a joint au courrier : l'attestation de consignation, les photos du transformateur et de sa plaque signalétique nettoyés, le procès-verbal de réception des travaux de nettoyage et la facture (N°7400019454).</p> <p>Il a précisé que :</p> <p>&gt; suite au passage de l'organisme SOCOTEC le 17 mai 2023, le dernier point de non-conformité du rapport Q18 a été levé et qu'en conclusion de ce rapport, il est indiqué que l'installation électrique du site de OISEMONT ne peut plus entraîner de risques d'incendie et/ou d'explosion,</p> <p>&gt; le dernier contrôle du 17 mai 2023 a permis également de vérifier l'ensemble des installations électriques du site (voir rapport n°25421/23/2027 du 22/05/2023).</p> <p>Ces documents ont également été transmis.</p> <p>Le rapport de contrôle du 17 mai 2023 montre que l'ensemble des installations électriques du site a été vérifié :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• aucune mention de « NVI : Non vérifié pour cause d'inaccessibilité » n'apparaît dans le rapport,</li> <li>• la mention « NVE : Non vérifié pour cause d'exploitation » apparaît uniquement au niveau des installations qui ne fonctionnent plus et déclarées à l'arrêt.</li> </ul> <p>Concernant l'antenne relais, l'exploitant a fait appel à la société agri Santerre qui est propriétaire de l'antenne. Celle-ci a procédé au démontage de l'antenne. Des photos justifiant du retrait ont été transmises par courriel du 24/07/2023.</p> <p>Les constats de la présente inspection permettent de lever la prescription de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9/09/2022.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 3 : Modifications

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/1987, article 3

Thème(s) : Autre, porter à connaissance

**Prescription contrôlée :**

Les installations et leurs annexes seront situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques (...). Toute modification sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

**Constats :**

Par courriel du 24/07/23, l'exploitant a transmis une copie de son porter à connaissance qui a été transmis le lendemain à la Préfecture par RAR. Le projet concerne un projet de réaménagement complet des stockages de céréales avec de la démolition et de la construction. Il comprend notamment :

- la construction de 3 cellules métalliques de 2001 m<sup>3</sup> et 3 boisseaux de 146 m<sup>3</sup> ;
- la mise en place de 2 cuves de 49 m<sup>3</sup> sur rétention pour le stockage d'engrais liquide
- la démolition du stockage d'engrais liquide
- la démolition des silos et cellules privées, martin et béton
- la démolition des magasins et appros.

Le projet implique un changement de régime du site de A à D pour la 2160-2, le passage de NC à D pour la 2160-1 et maintient du NC pour la 2175 (A : Autorisation, D : déclaration, NC : non classé).

La future situation du site sera la suivante :

>rubrique 2160-2 : régime de la déclaration (silo RINGOT)

>rubrique 2160-1 : déclaration (3 cellules métalliques + 3 boisseaux)

>rubrique 2175 : non classée (98 m<sup>3</sup>).

Le jour de l'inspection, le site était en travaux : ne sont plus présents les silos martin et béton ainsi que les cellules privées.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Une demande de compléments va être transmise à l'exploitant en vue d'obtenir des précisions sur les impacts du projet et la mise à jour de la situation administrative (actualisation de l'arrêté préfectoral du site). La demande sera transmise à l'exploitant dans un courriel/courriel indépendant du présent rapport d'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite